

Brochure n° 3137

Convention collective nationale

**IDCC : 614. – INDUSTRIES DE LA SÉRIGRAPHIE
ET DES PROCÉDÉS D'IMPRESSION NUMÉRIQUE CONNEXES**

ACCORD DU 17 DÉCEMBRE 2013
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} FÉVRIER 2014

NOR : ASET1450569M
IDCC : 614

Consécutivement à la présentation des données socio-économiques de la branche et à la négociation annuelle relative aux salaires minima conventionnels, les parties signataires décident de revaloriser les salaires mensuels minima conventionnels tels que résultant de l'accord professionnel du 10 février 2005.

Elles entendent insister sur les principes généraux d'égalité qui doivent guider les politiques de rémunération.

A cet effet, elles rappellent tout particulièrement que, conformément au code du travail :

- les employeurs sont tenus d'assurer, pour un même travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre hommes et femmes ;
- les différents éléments composant la rémunération doivent être établis selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes.

Article 1^{er}

Revalorisation des salaires minima

Les salaires mensuels minima conventionnels visés par l'accord sur les classifications professionnelles du 13 juin 2003 sont revalorisés comme suit à compter du 1^{er} février 2014 :

(En euros.)

POSITION	SALAIRE MINIMUM conventionnel
A	1 450
B	1 495
C	1 587
D	1 734
E	1 915
F	2 136
G	2 345

POSITION	SALAIRE MINIMUM conventionnel
H	2 785
I	3 325

Article 2

Clause de revoyure

Il est convenu que la délégation patronale organisera une réunion paritaire sur les salaires mensuels minima conventionnels après le 1^{er} juillet et avant la fin de l'année 2014.

Article 3

Procédures de dépôt et d'extension

Le présent accord fera l'objet de la même publicité que la convention collective nationale. Il sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions prévues par le code du travail.

La partie patronale s'emploiera à obtenir son extension conformément à la législation en vigueur.

Fait à Paris, le 17 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

GPSE.

Syndicats de salariés :

FILPAC CGT ;

F3C CFDT ;

FL CGT-FO ;

IP CFE-CGC.